



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

500 rue Saint-Fuscien - 80095 AMIENS Cedex 3

Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit RCS AMIENS 487 625 436

Société de courtage d'assurances immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n°07 022 607

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie compte au 30 juin 2019 :

- 212 agences de proximité
- 1 agence gestion de la relation à distance
- 2 agences Crédit Agricole En Ligne
- 4 agences courtiers
- 1 agence habitat à distance
- 5 agences Banque Privée
- 5 centres d'affaires entreprises
- 3 agences collectivités publiques
- 3 agences promotion immobilière
- 2 pôles institutionnels et associations
- 3 équipes de conseillers mobiles Assurances Agriculteurs et Professionnels
- 1 plateforme Assurances Agriculteurs et Professionnels
- 1 plateforme Allocation d'actifs
- 1 Banque d'Affaires
- 1 Agence Evénements de la Vie

- 85 Caisses Locales
- 20 Administrateurs de la Caisse Régionale
- 917 Administrateurs de caisses locales
- 374 000 Sociétaires

- 1,1 million de clients

Sommaire

LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER	4
---	---

RAPPORT D'ACTIVITÉ	5
--------------------------	---

1. L'ACTIVITE COMMERCIALE	6
2. LES RESULTATS FINANCIERS	7
3. LA GESTION DES RISQUES ET LES DISPOSITIFS DE CONTROLE INTERNE	10
4. LA STRUCTURE FINANCIERE.....	15
5. LES PERSPECTIVES	16

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019	17
---	----

DÉCLARATION DU RESPONSABLE	74
----------------------------------	----

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	76
--	----

Le contexte économique et financier

Le premier semestre 2019 a vu un net rebond des actifs risqués avec une reprise concomitante des marchés actions et obligataires. Le CAC 40 est passé de 4 690 à 5 539 points (+18 %). Sa progression a été régulière au cours du premier semestre, avec une légère pause en mai à la saison du paiement des dividendes. Les taux long terme ont quant à eux poursuivi la baisse entamée à l'automne. L'OAT d'échéance novembre 2028 s'est ainsi appréciée de 7 % en valeur, en débutant l'année avec un rendement de 0,64 % pour s'établir pour la première fois et à la fin du semestre, à un rendement négatif de 0,06%.

Les craintes des marchés liées aux tensions commerciales, politiques et financières se sont globalement réduites. Depuis décembre 2018, les tensions douanières entre Etats Unis et Chine sont restées stables. Les indicateurs économiques avancés montrent un signe d'essoufflement mais la croissance reste positive. Sur le plan politique, les événements du semestre ont plutôt rassuré les marchés ou les ont laissés indifférents. Absence de réaction particulière des marchés : la décision sur le Brexit a été une nouvelle fois différée dans un contexte de démission du premier ministre, et les législatives européennes ont donné lieu à un rééquilibrage modéré du parlement qui a permis de renouveler l'exécutif européen. De leur côté, les politiques monétaires des banques centrales qui se

voulaient a priori moins accommodantes (vu de fin 2018) se sont finalement assouplies. La *Federal Reserve System* (FED) est sur le point de baisser son taux directeur (une première depuis fin 2008) et la BCE qui venait de marquer une pause sur son programme de Quantitative Easing (QE) depuis janvier 2019, a annoncé une 3ème version de son dispositif de prêts à moyen terme aux banques (TLTRO 3). Fin juin 2019, le marché anticipe une baisse de 10 bps du taux de la facilité de dépôt de la BCE à l'automne.

La baisse du pétrole fin 2018 explique en partie la baisse de l'inflation en France (qui passe de 1,4% fin décembre 2018 à 1,0% fin juin 2019). La communication de la BCE a fait baisser les anticipations d'inflation à moyen terme, et le swap inflation 10 ans a franchi son plus bas historique en passant sous les 1% en juin.

Au second semestre 2019, les événements à surveiller seront :

- Les tensions géopolitiques avec l'Iran et l'évolution de la guerre commerciale sino-américaine
- Les décisions de la FED sur le nombre de baisse de taux d'ici fin 2019 (entre 1 et 2);
- Les annonces de la BCE sur une éventuelle baisse des taux et reprise du QE.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

1. L'activité commerciale

1.1. L'activité de collecte : les ressources de la Caisse Régionale

Les encours de collecte globale s'élèvent à 28,1 milliards d'euros au 30 juin 2019, soit une hausse de 5,4 % sur un an portée par l'accroissement des ressources monétaires et de l'épargne bancaire.

- Les ressources monétaires (hors émissions de titres financiers) s'élèvent à près de 7,6 milliards d'euros, en augmentation de 11,4 % par rapport au 30 juin 2018, évolution liée à l'accroissement des encours de comptes à vue de la clientèle qui représentent 80 % de cet ensemble à fin juin 2019.
- L'épargne bancaire, à 10,2 milliards d'euros, a par ailleurs progressé de 5,0 % sur un an. Les encours sur livrets atteignent notamment plus de 5,3 milliards d'euros, dont près de 2,1 milliards d'euros sur livrets A. Les encours de Plan Epargne Logement (PEL) s'élèvent pour leur part à plus de 3,9 milliards d'euros, en progression de 3,7 % par rapport au 30 juin 2018.
- Enfin, la collecte pour compte de tiers atteint 10,4 milliards d'euros, en progression de 1,7 % sur un an. Les encours d'assurance-vie, à près de 7,1 milliards d'euros, ont progressé de 3,6 %. A fin juin, les encours d'assurance-vie représentent globalement 68 % des encours de collecte tierce.

A noter, la collecte globale comprend les encours de collecte bilancielle et les encours de collecte tierce. L'encours de collecte globale comprend un périmètre plus large que l'encours de collecte diffusé précédemment dans les rapports annuels et semestriels, qui n'incluaient pas notamment les titres vifs et parts sociales détenus par les clients.

A titre d'exemple, au 31 décembre 2018 :

- l'encours de collecte tel que communiqué s'établissait à 25,7 milliards d'euros,
- l'encours de collecte globale s'établissait à 27,1 milliards d'euros.

1.2. L'activité de crédit : les emplois de la Caisse Régionale

Les ressources collectées permettent au Crédit Agricole Brie Picardie d'apporter son soutien à l'économie locale, et contribuent à la réalisation des projets et investissements des clients.

A ce titre, ce sont près de 2,0 milliards d'euros de crédits à moyen et long termes qui ont été octroyés sur le premier semestre 2019, en baisse de 16 % par rapport au premier semestre 2018.

Sur l'ensemble de ces nouveaux financements mis en place, plus de 1,1 milliard d'euros sont destinés au marché habitat, soit une baisse des réalisations au logement de 28 % par rapport au premier semestre 2018.

La production de crédits à l'équipement, dédiés aux marchés des Professionnels, des Agriculteurs, des Entreprises et des Collectivités publiques, est en hausse 9 % de croissance par rapport aux six premiers mois de 2018.

Enfin, les réalisations de crédits à la consommation atteignent globalement 159 millions d'euros sur les six premiers mois de 2019, en hausse de 6 % par rapport au premier semestre 2018.

Portés par la production, les encours de crédits s'établissent à 23,6 milliards d'euros à fin juin 2019 (y compris 5,7 % de créances titrisées), soit une hausse globale de 6 % sur un an.

Au 30 juin 2019, ces encours de crédits sont constitués à 71 % de crédits habitat.

1.3. L'activité d'assurances et de services

La Caisse Régionale renforce son positionnement d'assureur sur son territoire avec près de 37 000 contrats d'assurances dommages et prévoyance vendus lors de ce premier semestre, en léger recul par rapport à fin juin 2018.

Au-delà du programme de fidélité lancé en ce début d'année et trouvant un très bon écho auprès de nos clients et prospects, nous accélérons sur la montée en compétences des commerciaux avec un accompagnement terrain à la carte, nous permettant de revisiter l'ensemble de nos offres sous forme d'ateliers.

Dans le même temps, nous renforçons l'efficacité de nos différents canaux afin de faciliter l'accès de nos offres d'assurances dommages et prévoyance.

1.4. « Immobilier Neuf », une offre de solutions immobilières pour les clients de la Caisse Régionale

Plus de 500 clients ont pu bénéficier sur le premier semestre 2019 des conseils et de l'expertise des conseillers spécialisés dans l'immobilier de placement. Sur ce premier semestre, l'activité de la filiale détenue à 100 % par la Caisse Régionale enregistre 121 contrats fermes de réservation pour un chiffre d'affaires de près de 1,3 million d'euros.

2. Les résultats financiers

Dans sa séance du 30 juillet 2019, le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale a examiné les comptes sociaux et consolidés au 30 juin 2019.

2.1. Les comptes sociaux

Le compte de résultat

Le Produit Net Bancaire (PNB) d'activité du premier semestre 2019 s'élève à 260,7 M€, en hausse de 1 % par rapport aux six premiers mois 2018. Le niveau d'activité commerciale permet de maintenir ce PNB dans un contexte de taux bas défavorable à l'activité d'intermédiation.

Dans le même temps, le PNB de portefeuille atteint 58,7 M€, en amélioration par rapport au premier semestre 2018, sous l'effet d'une hausse des dividendes perçus sur les participations de la Caisse Régionale dans le groupe Crédit Agricole, et d'une amélioration de la marge nette sur titres de placement.

Globalement, le Produit Net Bancaire du premier semestre 2019 atteint 319,5 millions d'euros, lorsqu'il était de 310,4 millions d'euros à l'issue des six premiers mois de 2018, soit une hausse de 2,9 % par rapport à celui du premier semestre 2018.

Les charges de fonctionnement nettes s'élèvent à 159,9 millions d'euros, supérieures de 3,0 % à celles du premier semestre 2018. Le coefficient d'exploitation de 50,0 % au 30 juin 2019 confirme la bonne performance opérationnelle du Crédit Agricole Brie Picardie.

Le résultat brut d'exploitation atteint ainsi 159,6 millions d'euros, en hausse de 2,8 % par rapport aux six premiers mois de 2018.

Le coût du risque est de 6,3 millions d'euros au 30 juin 2019, contre 7,3 millions d'euros à fin juin 2018. Au sens de la réglementation bâloise, le taux de défaut (EAD Défaut/EAD) est de 1,31 % au 30 juin 2019, pour une exposition globale de la Caisse Régionale (EAD) de près de 25,6 milliards d'euros.

Après prise en considération du résultat net sur actif immobilisé, de la dotation nette aux Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) et de l'impôt sur les sociétés, le résultat net social de la Caisse Régionale s'établit à 106,3 millions d'euros au 30 juin 2019, en hausse de 0,1 % comparativement au premier semestre 2018.

Le bilan

Au 30 juin 2019, le bilan en base individuelle du Crédit Agricole Brie Picardie s'élève à 30,0 milliards d'euros.

Les capitaux propres hors FRBG, à 3,2 milliards d'euros, représentent ainsi 11 % du passif.

Ceux-ci sont notamment constitués :

- du capital social, pour un montant de 277 millions d'euros, divisé en parts sociales pour un montant de 125 millions

d'euros et en certificats coopératifs d'investissement et certificats coopératifs d'associés pour un montant de 153 millions d'euros ; et

- des primes et réserves pour un montant de près de 2,9 milliards d'euros.

2.2. Les comptes consolidés

Le bilan et les résultats consolidés s'obtiennent après agrégation du bilan et des résultats sociaux de la Caisse Régionale à ceux de l'ensemble des 85 caisses locales, du fonds dédié Brie Picardie Croissance, de la filiale de la Caisse Régionale S.A.S. Brie Picardie Expansion et des sociétés de titrisation (FCT 2015, 2017, 2018 et 2019) cf. « Faits marquants du semestre » ci-après, et après élimination des opérations réciproques et retraitements de consolidation aux normes IFRS.

Faits marquants du semestre

Le groupe Crédit Agricole publie pour la première fois à compter du 1er janvier 2019 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 16 Contrats de location.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 impose pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Les impacts de première application de la norme IFRS 16 au 1er janvier 2019 sont présentés en note 10 « Impacts des évolutions comptables ou autres événements » des comptes consolidés du 30 juin 2019.

Au 30 juin 2019, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2019) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales et LCL, le 23 mai 2019. Cette transaction est le second RMBS français auto-souscrit du Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2019 pour un montant de 15 milliards d'euros et une souscription le même jour par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par le FCT.

Dans le cadre de cette titrisation interne au Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 767 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2019. Elle a souscrit des obligations seniors pour 656 millions d'euros et pour 111 millions d'euros de titres subordonnés.

Le compte de résultat

Au 30 juin 2019, le Produit Net Bancaire consolidé s'établit à 319,3 millions d'euros, en augmentation de 4,7 % par rapport au 30 juin 2018. Cette évolution se décompose essentiellement comme suit :

- le produit net des intérêts et assimilés s'élève à 144,7 millions d'euros, contre 145,3 millions d'euros à fin juin 2018, soit une baisse de 662 milliers d'euros ;
- les commissions nettes atteignent 118 millions d'euros, en augmentation de 0,4% par rapport à fin juin 2018 ;
- les gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres s'élèvent à 49,1 millions d'euros.

Les charges de fonctionnement nettes sont en hausse de 2,6 % par rapport au premier semestre 2018. Le Résultat Brut d'Exploitation est de 154,6 millions d'euros, en augmentation de 7,1 %.

Le coût du risque baisse de 1,9 millions d'euros pour s'établir à 7,6 millions d'euros au 30 juin 2019.

Après traitement de l'impôt sur les bénéfices, le résultat net (part du Groupe) ressort à 115,4 millions d'euros, en hausse de 8,2 % par rapport au 30 juin 2018.

Le bilan

Le total bilan consolidé atteint plus de 30,8 milliards d'euros au 30 juin 2019, supérieur de 3,5 % à celui du 31 décembre 2018. Les évolutions significatives par rapport à fin décembre 2018 sont détaillées ci-après.

A l'actif du bilan :

- les prêts et créances sur la clientèle sont en augmentation de 442,3 millions d'euros, soit une évolution de 1,9 % ;
- les prêts et créances sur les établissements de crédit sont en diminution de 480,6 millions d'euros ;
- les actifs financiers à la juste valeur par résultat ressortent à 587,9 millions d'euros au 30 juin 2019 ;
- les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres s'élèvent à 2,1 milliards d'euros au 30 juin 2019.

Au passif du bilan :

- les dettes envers les établissements de crédit (essentiellement vis-à-vis de Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement interne au Groupe) s'élèvent à 16,7 milliards d'euros ;
- les dettes envers la clientèle augmentent de 681,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2018 ;
- les dettes représentées par un titre augmentent de 256,2 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2018 ;
- les capitaux propres consolidés (part du Groupe) s'élèvent à 3,9 milliards d'euros au 30 juin 2019.

2.3. Les participations et filiales

L'ensemble des participations, parts d'entreprises liées et avances consolidables s'élève à 2,2 milliards d'euros à fin juin 2019.

Les filiales propres

Les principales filiales du Crédit Agricole Brie Picardie sont constituées au 30 juin 2019 :

D'une société consolidée :

- La S.A.S. Brie Picardie Expansion, au capital de 70 millions d'euros, dont l'objet est d'acquérir et de gérer des participations dans des sociétés non cotées en création, en développement ou matures, présentant de bonnes perspectives de croissance et de rentabilité, voire susceptibles d'être introduites en bourse.

De sociétés non consolidées :

- La S.C.I. de l'Oise, au capital de 1,5 million d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de l'Oise ;
- La S.A.S. ESPAR, au capital de 540 000 euros, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières ;
- La S.A.R.L. IFEP, au capital de 405 000 euros, société marchand de biens ;
- La S.A.S. LOCPAR, au capital de 7 622,45 euros, qui détient des actifs immobiliers hors exploitation sur le département de la Seine-et-Marne ;
- La S.N.C. DU BOURDEAU, au capital de 1 500 euros, qui gère un stock de terrains en Seine-et-Marne ;
- La S.A.S. LES 2M, au capital de 37 000 euros, société qui porte essentiellement des fins de programmes immobiliers ;
- La S.A.S. Immobilier Neuf Crédit Agricole Brie Picardie, au capital de 100 000 euros, société dont l'objet est de réaliser des transactions immobilières sur tous types de biens et/ou droits immobiliers ;
- La S.C.I. Brie Picardie Chessy Logements, au capital de 20 000 euros, dont l'objet est l'acquisition d'un immeuble en Seine-et-Marne ;
- La S.A.S VAL BRIE PICARDIE INVESTISSEMENT, au capital de 1 000 000 euros, dont l'objet est l'acquisition en vue de la location d'immeubles à usage d'habitation, commercial ou de bureaux, ou de parts de sociétés à prépondérance immobilière ;
- La S.A.S VAL BRIE PICARDIE GESTION, au capital de 20 000 euros, dont l'objet est la réalisation d'études ou de fournitures de conseil dans le domaine des investissements en immobilier.
- La SAS VILLAGE BY CA BRIE PICARDIE BRIE PICARDIE, au capital de 500 000 euros, dont l'objet est de favoriser la promotion et la diffusion de l'innovation, de participer au déploiement de l'innovation au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie et plus généralement du Groupe Crédit Agricole, de leurs territoires, partenaires et clients.

Les filiales nationales

Au 30 juin 2019, au sein du groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale détient des participations dont les principales sont les suivantes :

- La S.A.S. RUE LA BOETIE, valorisée pour un montant de 1 126,4 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.N.C. SACAM MUTUALISATION, valorisée pour un montant de 874 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM DEVELOPPEMENT, valorisée pour un montant de 37,4 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM INTERNATIONAL, valorisée pour un montant de 24,4 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM AVENIR, valorisée pour un montant de 13,4 millions d'euros au bilan consolidé.

Les filiales de moyens

Les principales filiales de moyens auxquelles la Caisse Régionale est adhérente avec d'autres caisses régionales sont les suivantes :

- G.I.E. CAPRINT : regroupement de moyens éditiques et fabrication des chèquiers ;
- G.I.E. CA TOP : regroupement de moyens pour le traitement des chèques ;
- G.I.E. ACHATS CONSEILS : négociation de contrats, de services et d'équipements ;
- G.I.E. CA INNOVE : regroupement de moyens pour l'innovation dans le Groupe ;
- G.I.E. C.A.T.S. (CA TECHNOLOGIE ET SERVICES) : regroupement de moyens pour la conception, la fabrication, la maintenance et l'exploitation du système d'information et, en relation avec les caisses régionales, permettant d'assurer le pilotage des projets informatiques depuis l'exposition des besoins jusqu'au fonctionnement ;

- G.I.E. COOPERNIC : gestion des coopérations entre caisses régionales dans différents domaines (affaires internationales, gestion du portefeuille titres et participations...) ;
- G.I.E. COBALT : gestion de la coopération entre caisses régionales dans le domaine de la gestion des outils Bâlois ;
- S.A.S. Crédit Agricole Payment Services : société commerciale spécialisée dans le traitement des flux financiers ;
- S.A.S. CA CHEQUE : société spécialisée dans le traitement et le pilotage du traitement des chèques et toutes prestations de services pouvant s'y rattacher ;
- GIE CS PLATINE : regroupement de moyens dans les activités du pôle métier des marchés spécialisés : International, Cash Management, Financement des Entreprises ;
- SAS CRAFT : société de conseil dans le domaine du datamining.

Le fonds dédié Brie Picardie Croissance

La Caisse Régionale détient au 30 juin 2019 une participation de 100 millions d'euros dans le fonds professionnel dédié Brie Picardie Croissance, créé le 23 février 2015.

3. La gestion des risques et les dispositifs de contrôle interne

Les principales catégories de risques auxquels la Caisse Régionale est exposée sont :

- les risques de crédit,
- les risques de marché,
- les risques liés à la gestion du bilan :
 - o le risque de taux d'intérêt global,
 - o le risque de change,
 - o le risque de liquidité et de financement.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels,
- les risques juridiques,
- les risques de non-conformité.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du Rapport financier annuel 2018, dans le chapitre 7 « Le suivi et la gestion des risques inhérents aux activités » du rapport de gestion (pages 25 à 42).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2019 sont présentées ci-dessous.

La « brève déclaration sur les risques » qui décrit les principes généraux d'appétence aux risques de la Caisse Régionale est présentée en pages 25 et 26 du Rapport financier annuel 2018.

3.1. Les risques de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie se retrouve dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété ou de contrats d'échange de performance, de garanties données ou d'engagements confirmés non utilisés.

Les principes, méthodologies et dispositifs de gestion du risque de crédit sont décrits au sein du Rapport financier annuel 2018, en pages 25 à 38. Hormis les points mentionnés ci-après, ils n'ont pas connu d'évolution significative sur le premier semestre 2019.

3.1.1. Application de la norme IFRS9

Les principes utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues (*Expected Credit Loss* – ECL) sont décrits dans les principes et méthodes comptables (paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »), qui précisent en particulier les données d'entrée, les hypothèses et techniques d'estimation utilisées.

Afin d'évaluer les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir et pour la durée de vie de l'instrument et déterminer si le risque de crédit des instruments financiers a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, le Groupe s'appuie essentiellement sur les données utilisés dans le cadre du dispositif mis en œuvre pour les calculs réglementaires (dispositif de notation interne, évaluation des garanties et des pertes en cas de défaut).

Les informations macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte lors de l'estimation de la perte attendue avec deux niveaux distincts :

- *forward looking* central permettant d'assurer une homogénéité de la vision macro-économique pour l'ensemble des entités du Groupe ; et
- *forward looking* local qui permet d'ajuster les paramètres du scénario central pour tenir compte des spécificités locales.

Au niveau central, le Groupe s'appuie sur des scénarios macroéconomiques prospectifs établis par le département des études économiques (ECO). Les perspectives économiques sont examinées trimestriellement par le Comité de coordination IFRS9 qui regroupe les principales entités du Groupe ainsi que les Directions de Crédit Agricole SA impliquées dans le process IFRS9. Aucun changement des paramètres économiques du *forward looking* central n'a été mis en œuvre sur la période.

L'évolution des ECL au cours de la période est décrite dans la note 3 des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2019. Sur le premier semestre 2019, l'ECL des encours (buckets 1 et 2) sur prêts et créances sur la clientèle évolue de 2,5 millions d'euros, passant de 162,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 à 164,5 millions d'euros au 30 juin 2019. L'évolution du niveau de provisionnement provient majoritairement de la progression des encours NPE (Expositions Non Performante) et de l'ajustement du périmètre de la filière « financements à effet de levier » sur la base de la nouvelle réglementation groupe.

3.1.2. Exposition et concentration

Diversification par zone géographique

En référence à la note 5 des annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés, l'essentiel de l'activité de la Caisse Régionale est effectué en France.

Diversification par filière d'activité économique

La répartition des engagements sur les entreprises, les agriculteurs et les professionnels met en évidence la concentration sectorielle de la Caisse Régionale qui se situe dans la moyenne des caisses régionales du Groupe : 5 premiers secteurs représentent la part prépondérante des expositions (82,04 %).

FILIERES D'ACTIVITE ECONOMIQUE	Poids Entreprises + Agriculture + Professionnels
	30/06/2019
AGROALIMENTAIRE	26,19%
IMMOBILIER	26,29%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	16,71%
DIVERS	6,75%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	6,09%
SANTE / PHARMACIE	3,95%
BTP	2,15%
ENERGIE	2,37%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	2,07%
UTILITIES	1,32%
AUTOMOBILE	1,44%
INDUSTRIE LOURDE	1,02%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	1,35%
AUTRES INDUSTRIES	0,55%
AUTRES TRANSPORTS	0,55%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	0,44%
TELECOM	0,45%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	0,11%
MEDIA / EDITION	0,07%
ASSURANCE	0,08%
MARITIME	0,04%
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	0,00%
BANQUES	0,00%
	100,00%

Exposition par agent économique

Les encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont présentés en note 6.3 des états financiers consolidés. Ceux-ci s'élèvent à 26,2 milliards d'euros au 30 juin 2019 ; Encours identique au 31 décembre 2018.

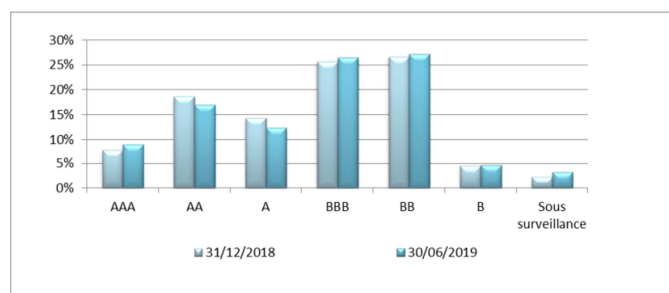
Les dépréciations sur prêts et créances sur la clientèle s'élèvent à 383,3 millions d'euros au 30 juin 2019, contre 382,6 millions d'euros au 31 décembre 2018. Les dépréciations sont présentées en note 6.3 des états financiers consolidés.

Au sens de la réglementation bâloise, le taux de défaut (EAD Défaut/EAD) est de 1,31 % au 30 juin 2019, pour une exposition globale de la Caisse Régionale (EAD) de près de 25,9 milliards d'euros à juin 2019.

Qualité des encours : Analyse des encours Grande Clientèle par notation interne

La politique de notation interne vise à couvrir l'ensemble du portefeuille « Grande Clientèle » (Entreprises, Professionnels de l'Immobilier, Collectivités Publiques, Banques et Institutions Financières). Au 30 juin 2019, les emprunteurs notés par les systèmes de notation interne représentent 99,97 % des expositions saines portées par la Caisse Régionale, hors banque de détail, soit 4 289 millions d'euros.

Evolution du portefeuille sain hors banque de détail par équivalent Standard & Poor's du rating interne



Source : GERICO

3.1.3. Coût du risque

Le coût du risque de la Caisse Régionale est présenté en note 4.8 des états financiers consolidés. Il est de 7,6 millions d'euros au premier semestre 2019 (contre 9,5 millions d'euros au premier semestre 2018).

3.1.4. Perspectives d'évolution

Plusieurs évolutions répondant aux exigences normatives et méthodologiques vont être intégrées dans le dispositif de provisionnement IFRS9 au sein de de l'Outil Mutualisé de Provisionnement (OMP) et donc du forward looking central sur l'arrêté d'août 2019 et les suivants :

- Prise en compte des garanties personnelles sur les encours Corporate,
- Mise à jour des paramètres IFRS9 en lien avec la révision des scénarios économiques de juillet 2019,
- Mise en œuvre du déclassement automatique des encours Forborn en Bucket 2, actuellement traité manuellement.

Si à ce stade tous les impacts ne sont pas mesurés, ils devraient cependant rester limités pour la Caisse Régionale Brie Picardie.

3.2. Le risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, et notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actions, les spreads de crédit et leur volatilité implicite.

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement du risque de marché sont décrits en pages 34, 35 et 36 du Rapport financier annuel 2018.

De manière homogène avec les principes précédents, l'encadrement des risques de marché de la Caisse Régionale repose sur des stress scénarios définis par Crédit Agricole S.A.

Ces indicateurs sont encadrés par des limites et/ou des seuils d'alerte. Ils sont calculés par le Middle Office et présentés au Comité financier mensuel.

Les deux principaux scénarios de stress se déclinent comme suit :

- Un scénario de stress « Groupe », élaboré à partir d'une dégradation marquée sur les titres souverains français qui se propage sur les autres titres souverains, corporate et bancaires, et en particulier sur les titres périphériques ;
- Un scénario adverse « historique 1 an », qui reprend, pour chaque facteur de risque (spreads de crédit, taux d'intérêts et inflation), la variation la plus importante sur 1 an observée sur un historique long (supérieur à 10 ans).

Au 30 juin 2019, les niveaux de risque de pertes évalués au travers des stress « Groupe » et « adverse historique 1 an » sont respectivement de 65,8 et 77,4 millions d'euros (périmètre consolidé).

Sur le premier semestre 2019, et à l'image des semestres précédents, aucune opération de trading n'a été effectuée.

3.3. Les risques liés à la gestion du bilan

L'organisation et le dispositif d'encadrement et de suivi de la gestion du bilan sont décrits en pages 34 à 39 du Rapport financier annuel 2018. Ils n'ont pas connu d'évolution significative au cours du premier semestre 2019.

3.3.1. Le risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale du bilan de la Caisse Régionale, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêts.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêts évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leurs taux d'intérêt non synchrones.

Le groupe Crédit Agricole utilise la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux, qui fait l'objet d'une couverture au niveau de chaque entité du Groupe.

Perspectives d'évolution et incertitudes

Le premier semestre 2019 a été marqué par une baisse marquée des taux longs, le marché attendant la reprise d'une politique monétaire accommodante par la BCE (Banque Centrale Européenne) et la baisse des taux américains.

3.3.2. Le risque de liquidité et de financement

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque peut se matérialiser, par exemple, en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (fermeture de l'accès aux marchés interbancaires et monétaires).

Exposition

Le Liquidity Coverage Ratio (LCR) permet de mesurer la capacité, en cas de crise de liquidité, des établissements de crédit à faire face à leurs engagements à court-terme (30 jours) en mobilisant des actifs liquides.

Le LCR de la Caisse Régionale, calculé sur la moyenne de dernier jour du mois du premier semestre 2019, s'élève à 125,6 %. Il est de 104,6 % au 30 juin 2019, pour une exigence réglementaire de 100 %.

Perspectives d'évolution et incertitudes

Sur le premier semestre 2019 les spreads sur les refinancements court-terme sont restés à des niveaux bas ; une dégradation des conditions de la liquidité sur le court-terme est peu probable compte tenue de la situation de surliquidité des marchés entretenue par la Banque Centrale Européenne.

Par ailleurs, le coût de la liquidité moyen long terme a connu une baisse notable suite à la détente des marchés après les tensions du 4ème trimestre 2018 qui avaient duré jusque mi-janvier.

3.4. Les risques opérationnels

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

Les dispositifs de gestion et de surveillance des risques opérationnels sont décrits au sein du Rapport financier annuel 2018, dans les pages 39 à 41. Il n'y a pas eu d'évolution significative au premier semestre 2019.

Principaux travaux menés au cours du premier semestre de l'année 2019

Au premier semestre 2019, la Caisse Régionale a continué à renforcer son dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels. Dans ce cadre, les principales actions suivantes ont été conduites :

- La cartographie des risques opérationnels 2018 a été finalisée et la synthèse envoyée à Crédit Agricole S.A. le 01 avril 2019. Cette dernière a fait l'objet d'une présentation au Comité de contrôle interne du 18 mars 2019.
- Le suivi des plans d'actions, à mettre en place à l'issue de la cartographie des risques opérationnels 2018, a été initié et fait

l'objet d'un suivi trimestriel avec présentation au Comité de contrôle interne.

- De nouvelles actions de formation et de sensibilisation des correspondants à la culture des risques opérationnels se sont poursuivies au cours du premier semestre 2019.
- L'analyse annuelle des 17 scénarios majeurs a débuté au premier semestre, après rappel de la démarche et validation des scénarios retenus au Comité de Contrôle Interne du 28 mars 2019.

3.5. Les risques juridiques

À la connaissance de la Caisse Régionale, il n'existe, au 30 juin 2019, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale et du groupe Crédit Agricole.

Par ailleurs, comme indiqué dans son communiqué du 24 avril 2017, la Caisse Régionale a été assignée devant le Tribunal de Grande Instance d'Amiens par quelques porteurs de CCI en vue d'obtenir le rachat de leurs titres. Cette action est initiée par l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). Les arguments qu'elle développe sont sans fondement et la Caisse Régionale est donc très confiante sur l'issue de cette procédure.

3.6. Les dispositifs de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est défini comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations traitées.

Conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014 et selon les préconisations de Crédit Agricole S.A., la responsabilité du contrôle interne est partagée entre trois fonctions directement rattachées à la Direction Générale (fonctions risques, conformité et audit).

La Caisse Régionale a désigné son responsable des contrôles permanents et des risques (RCPR) en qualité de responsable de la filière risques.

Le dispositif mis en place par la Caisse Régionale est encadré par une charte de contrôle interne et repose sur l'indépendance et la spécialisation des contrôles qui se répartissent en trois catégories :

- les contrôles permanents de premier degré par les opérateurs eux-mêmes et l'encadrement des services ou des agences,
- les contrôles permanents de deuxième degré premier niveau par des agents distincts de ceux ayant engagé l'opération pouvant exercer des activités opérationnelles ; un contrôle permanent de deuxième degré second niveau est aussi exercé par les agents exclusivement dédiés aux fonctions spécialisées de contrôle permanent de dernier niveau avec notamment :

contrôle des risques de crédit, contrôle comptable et financier et contrôle de la conformité,

- les contrôles périodiques du service Audit, qui constituent le troisième degré. Ce service agit en toute indépendance dans le cadre d'un plan d'audit pluriannuel de contrôles de toutes les activités et fonctions de la Caisse Régionale.

La coordination des fonctions de contrôle et le suivi du dispositif de contrôle interne sont assurés par un Comité de Contrôle Interne se réunissant mensuellement et dont la présidence est assurée par la Direction Générale.

Le Directeur des Risques rend compte semestriellement au Comité des Risques et au Conseil d'Administration de l'activité de contrôle interne au sein de la Caisse Régionale et des principales évolutions sur chaque domaine de risque.

3.6.1. Le contrôle permanent

Piloté par les équipes des contrôles permanents et des risques, le plan de contrôles permanents est décliné et régulièrement actualisé en collaboration avec les experts-métiers. Le référentiel des contrôles applicables est défini dans un outil dédié. Cet applicatif centralise également la saisie des résultats des contrôles exécutés par les réseaux commerciaux et les unités de la Caisse Régionale ainsi que les éventuels plans d'actions qui en découlent. Les reportings issus de ce dispositif font l'objet d'une présentation au comité de contrôle interne et d'une diffusion au niveau hiérarchique adéquat.

Sur le premier semestre 2019, la Caisse Régionale a poursuivi la révision de son plan de contrôles permanents en lien avec la cartographie des risques opérationnels. Cette actualisation a concerné notamment les domaines suivants :

- la comptabilité (Prudent Valuation, IFRS 9),
- forbearance et les expositions non performantes,
- les crédits à la consommation, à l'agriculture,
- les dispositions relatives à MIF2,
- le Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD).

3.6.2. Le contrôle du risque de non-conformité

Les risques de non-conformité concernent notamment le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, des normes professionnelles et déontologiques, d'instructions, de l'éthique dans les comportements professionnels ou encore de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la prévention et la lutte contre la fraude.

En matière de Sécurité financière, l'actualité du premier semestre 2019 concerne la mise en œuvre d'actions relatives à la lutte contre le financement du terrorisme comme la mise en place d'une astreinte disponible 24 heures sur 24 (Urgence Attentat) au sein des équipes Sécurité Financière et le déploiement d'une formation de sensibilisation auprès des collaborateurs.

Le déploiement du projet Sapin 2 sur son volet lutte contre la corruption a quant à lui été également poursuivi notamment à travers l'élaboration d'une cartographie spécifique aux risques de corruption et l'intégration d'un code de bonne conduite dans le règlement intérieur de la Caisse Régionale.

Le plan de contrôle relatif à la réglementation MIF 2 (Marchés d'Instruments Financiers) a par ailleurs été mis à jour.

3.6.3. Le contrôle périodique

Les principales actions menées par l'audit interne au cours du premier semestre 2019 ont porté sur :

- la réalisation de :
 - 9 audits sur les Directions de Secteur intégrant 38 points de vente,
 - 4 audits sur les activités du siège.
- deux missions de suivi des recommandations.

Le plan d'audit a été présenté au Comité de Contrôle Interne du 21 janvier 2019 et au Comité des risques du 22 février 2019.

4. La structure financière

4.1. Le capital social

Le capital social de la Caisse Régionale est constitué de 55 456 701 titres répartis en Parts Sociales, Certificats Coopératifs d'Investissement et Certificats Coopératifs d'Associés.

	Nombre de titres	Valeur nominale
Parts Sociales	24 956 540	5 €
Certificats Coopératifs d'Investissement	16 908 614	
Certificats Coopératifs d'Associés	13 591 547	
Capital Social	55 456 701	277 283 505 €

Les Parts Sociales

Les Parts Sociales de la Caisse Régionale sont détenues au 30 juin 2019 par les 85 caisses locales, 19 Administrateurs, Crédit Agricole S.A. et SACAM Mutualisation.

Les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI)

Les CCI sont détenus par des investisseurs financiers, personnes physiques ou morales. Le vote du porteur de CCI est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors d'assemblées spéciales de porteurs de CCI.

Le programme de rachat de CCI a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie qui s'est tenue le 26 mars 2019.

Dans ce même cadre du programme de rachat de CCI mis en place début 2018, en vue d'annulation avec réduction du capital, le conseil d'administration du 30 juillet 2019 a voté l'annulation de l'intégralité des CCI acquis en 2018 soit 142 001 CCI. A fin juin 2019, l'actif net par titre est de 56,06 euros suite à la validation de l'affectation du résultat 2018 par l'Assemblée Générale du 26 mars 2019. L'annulation de CCI, devant intervenir avant le 15 septembre aura pour effet de porter l'actif net par CCI à 56,14 €.

Le CCI de la Caisse Régionale, coté sur le compartiment B d'Euronext Paris sous le code ISIN FR0010483768, était valorisé à 26,575 euros au 28 juin 2019, contre 25,49 euros au 31 décembre 2018.

Les Certificats Coopératifs d'Associés (CCA)

Crédit Agricole S.A. et SACAM Mutualisation détiennent la totalité des 13 591 547 CCA émis par la Caisse Régionale. Le vote du porteur de CCA est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors d'assemblées spéciales du porteur de CCA. La valorisation des CCA est égale à celle des CCI.

La politique de distribution

L'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale du 26 mars 2019 a approuvé l'ensemble des résolutions présentées et notamment le paiement :

- d'un intérêt de 2,00 % aux Parts Sociales,
- d'une rémunération de 1,15 euro par Certificat Coopératif d'Investissement CRCAM Brie Picardie,
- d'une rémunération de 1,15 euro par Certificat Coopératif d'Associé.

Ces rémunérations et intérêts ont été mis en paiement le 2 mai 2019.

4.2. La surveillance prudentielle

Les fonds propres prudentiels

La composition des fonds propres

Les fonds propres de base sont essentiellement composés du capital, des réserves et des écarts de réévaluation desquels sont déduits les CCI auto-détenus par la Caisse Régionale et les immobilisations incorporelles.

La déduction des participations des établissements bancaires, financiers et d'assurance de la Caisse Régionale excédant 10 %, non déduites dans le cadre des fonds propres complémentaires et déduction faite de la franchise de 10 % des fonds propres, permet l'obtention du *Common Equity Tier One* (CET1).

Les fonds propres complémentaires, composés des titres subordonnés, desquels sont déduites les participations des établissements bancaires, financiers et d'assurance de la Caisse Régionale excédant 10 %, permettent l'obtention de l'*Additional Tier One* (AT1).

Les fonds propres du Crédit Agricole Brie Picardie s'élèvent selon le calcul effectué au 31 mars 2019 à plus de 2 milliards d'euros.

(en milliers d'euros)	31/03/2019		31/12/2018	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé

Tableau de synthèse des ratios				
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	2 010 699	2 010 699	2 005 579	2 005 579
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	2 010 699	2 010 699	2 005 579	2 005 579
Fonds propres globaux	2 036 282	2 036 282	2 032 089	2 032 089
Total des emplois pondérés	10 488 707	10 488 707	10 467 335	10 467 335
Ratio CET1	19,17%	19,2%	19,16%	19,2%
Ratio Tier 1	19,17%	19,2%	19,16%	19,2%
Ratio global	19,41%	19,41%	19,41%	19,41%

(en milliers d'euros)	31/03/2019		31/12/2018	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
Exigences minimales				
Common Equity Tier 1		4,5%		4,5%
Tier 1 (CET1+A1)		6,0%		6,0%
Tier 1 + Tier 2		8,0%		8,0%
Coussin de conservation		2,5%		1,9%
Coussin contracyclique		0,0%		0,0%
Coussin pour risque systémique		0,0%		0,0%
Exigence globale de coussins de fonds propres		2,5%		1,9%
Exigences minimales y compris coussins de fonds propres				
Ratio CET1		7,0%		6,4%
Ratio Tier 1		8,5%		7,9%
Ratio global		10,5%		9,9%
Excédent de capital par rapport à Exigences minimales y compris coussins de fonds propres				
CET1		1 276 484		1 338 286
Tier 1		1 119 154		1 181 276
Fonds propres globaux		934 962		998 440

Le exigence de fonds propres

L'exigence correspond au minimum de fonds propres à respecter au regard des risques de crédit et de contrepartie, des risques de règlement-livraison, des risques opérationnels et des risques de marché, calculés en application des normes prudentielles.

La surveillance prudentielle

Les banques doivent faire preuve d'une structure financière robuste compte tenu des effets de l'insolvabilité de l'une d'entre-elles sur la stabilité financière du système économique. Ainsi, la Caisse Régionale gère son activité et son capital en cohérence avec le respect des ratios prudentiels.

Le Capital Requirements Directive (CRD)

La solidité financière se mesure par la capacité à assurer une couverture minimale par les fonds propres des risques de crédit, de marché et des risques opérationnels. Le CRD IV ou ratio Bâle III du Crédit Agricole Brie Picardie, s'élève au 31 mars 2019 à 19,41 %. A fin juin 2019, le ratio est estimé à hauteur de 19,2 %.

Le Contrôle des Grands Risques

Pour s'assurer d'une bonne dispersion de ses risques clientèle, la Caisse Régionale doit à tout moment respecter plusieurs normes.

Concernant le contrôle des grands risques, celui-ci s'apprécie au travers de deux déclarations, la division des risques et le contrôle des grands risques, tous deux calculés à partir des données consolidées de la Caisse Régionale.

La première prend en considération les 20 bénéficiaires ayant les encours nets les plus importants quel que soit leur pourcentage de représentation dans les fonds propres.

Le contrôle des grands risques, en revanche, prend en compte depuis mars 2014, a minima, les 20 plus importantes expositions originales qui incluent les 10 premiers groupes bénéficiaires « institutions » et les 10 premiers groupes bénéficiaires « institutions financières non régulées » dont les encours bruts dépassent 10 % des fonds propres.

A minima, et si les seuils de dépassement des fonds propres ne sont pas atteints, les expositions sont à déclarer à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Par ailleurs, dans le cadre du contrôle des grands risques, un même bénéficiaire ne doit pas excéder 25 % des fonds propres de la banque. Au 31 mars 2019, aucune contrepartie ne porte un encours supérieur à 10 % des fonds propres.

La liquidité

Le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) permet de mesurer la capacité, en cas de crise de liquidité, des établissements de crédit à faire face à leurs engagements à court-terme (30 jours) en mobilisant des actifs liquides.

Le LCR de la Caisse Régionale, calculé sur la moyenne des six premiers mois de 2019 de ses différentes composantes, s'élève à 125,0 %. Il est de 104,6 % au 30 juin 2019, pour une exigence réglementaire de 100 %. Par ailleurs, la moyenne des LCR fin de mois pour le premier semestre 2018 est de 125,6 %.

5. Les perspectives

Pour le deuxième semestre 2019, la Caisse Régionale entend poursuivre le développement de son modèle de banque universelle de proximité, et ainsi accompagner toutes les clientèles de la Seine-et-Marne, de l'Oise et de la Somme dans leurs projets et besoins.

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019

SOMMAIRE

CADRE GÉNÉRAL	19
PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ.....	19
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	20
COMPTE DE RÉSULTAT	20
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	21
BILAN ACTIF	22
BILAN PASSIF	23
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	24
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	25
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS	26
1. <i>Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées</i>	26
1.1 Normes applicables et comparabilité.....	26
1.2 Principes et méthodes comptables.....	29
2. <i>Principales opérations de structure et événements significatifs de la période</i>	30
3. <i>Risque de crédit</i>	31
4. <i>Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	38
4.1 Produits et Charges d'intérêts	38
4.2 Produits et charges de commissions.....	38
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.....	39
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	40
4.5 Produits (charges) nets des autres activités.....	40
4.6 Charges générales d'exploitation	40
4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.....	40
4.8 Coût du risque	41
4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs	41
4.10 Impôts.....	42
4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	44
5. <i>Informations sectorielles</i>	47
6. <i>Notes relatives au bilan</i>	47
6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	47
6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.....	49
6.3 Actifs financiers au coût amorti.....	50
6.4 Exposition au risque souverain.....	51
6.5 Passifs financiers au coût amorti.....	53
6.6 Immeubles de placement	55
6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	55
6.8 Provisions.....	56
6.9 Dettes subordonnées	56
6.10 Capitaux propres	57
7. <i>Engagements de financement et de garantie et autres garanties</i>	58
8. <i>Reclassements d'instruments financiers</i>	60
9. <i>Juste valeur des instruments financiers</i>	61
9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti	61
9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur	64
10. <i>Impacts des évolutions comptables ou autres événements</i>	70
11. <i>Périmètre de consolidation au 30 juin 2019</i>	72
12. <i>Événements postérieurs au 30 juin 2019</i>	73

CADRE GÉNÉRAL

PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, 85 caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des caisses locales, des filiales consolidables et d'un fonds dédié.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale Brie Picardie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Intérêts et produits assimilés	4.1	283 766	560 455	277 915
Intérêts et charges assimilées	4.1	(139 097)	(262 308)	(132 584)
Commissions (produits)	4.2	151 644	298 525	146 785
Commissions (charges)	4.2	(33 641)	(62 650)	(29 315)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	7 012	(4 525)	(1 255)
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		(40)	155	(206)
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		7 052	(4 680)	(1 049)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	49 117	56 348	43 517
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>				
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		49 117	56 348	43 517
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti				
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Produits des autres activités	4.5	2 623	11 163	1 510
Charges des autres activités	4.5	(2 142)	(6 155)	(1 646)
Produit net bancaire		319 282	590 853	304 927
Charges générales d'exploitation	4.6	(157 263)	(313 385)	(154 155)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.7	(7 457)	(13 146)	(6 422)
Résultat brut d'exploitation		154 562	264 322	144 350
Coût du risque	4.8	(7 618)	(12 174)	(9 525)
Résultat d'exploitation		146 944	252 148	134 825
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	359	147	142
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
Résultat avant impôt		147 303	252 295	134 967
Impôts sur les bénéfices	4.10	(31 921)	(62 720)	(28 349)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées				
Résultat net		115 382	189 575	106 618
Participations ne donnant pas le contrôle				
Résultat net part du Groupe		115 382	189 575	106 618

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Résultat net		115 382	189 575	106 618
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.11	(1 937)	432	
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.11			
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.11	11 553	(144 491)	(77 559)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.11	9 616	(144 059)	(77 559)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence	4.11			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	54	4 435	2 473
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.11	9 670	(139 624)	(75 086)
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.11			
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.11	100	9	(17)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11	325	458	281
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.11	425	467	264
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	(104)	(119)	(62)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11	321	348	202
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.11	9 991	(139 276)	(74 884)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		125 373	50 299	31 734
Dont part du Groupe		125 373	50 299	31 734
Dont participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	4.11	0	(228)	0

BILAN ACTIF

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019	31/12/2018
Caisse, banques centrales		90 366	90 551
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1-6.4	597 710	255 493
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		9 858	6 059
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		587 852	249 434
Instruments dérivés de couverture		67 992	23 748
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3-6.2-6.4	2 122 270	2 107 549
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		10 961	10 818
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		2 111 309	2 096 731
Actifs financiers au coût amorti	3-6.3-6.4	26 244 450	26 253 854
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		2 450 669	2 931 245
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		23 385 565	22 943 300
<i>Titres de dettes</i>		408 216	379 309
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		471 314	130 805
Actifs d'impôts courants et différés (1)		103 000	93 587
Comptes de régularisation et actifs divers		967 684	681 788
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	6.6	10 107	10 383
Immobilisations corporelles (1)	6.7	139 120	117 323
Immobilisations incorporelles	6.7	632	3 215
Ecarts d'acquisition			
Total de l'actif		30 814 645	29 768 296

(1) Cf. note 10 "Impacts des évolutions comptables ou autres événements" sur les impacts de première application de la norme IFRS 16 Contrats de location au 1er janvier 2019

BILAN PASSIF

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019	31/12/2018
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1	10 417	7 081
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		10 417	7 081
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>			
Instruments dérivés de couverture		520 570	167 038
Passifs financiers au coût amorti	6.5	25 623 805	24 948 630
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>		16 730 291	16 992 890
<i>Dettes envers la clientèle</i>		7 563 529	6 881 930
<i>Dettes représentées par un titre</i>		1 329 985	1 073 810
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		114 057	61 503
Passifs d'impôts courants et différés (1)		38 938	50
Comptes de régularisation et passifs divers (1)		505 148	690 941
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions	6.8	98 463	94 241
Dettes subordonnées	6.9	552	552
Total dettes		26 911 950	25 970 036
Capitaux propres	6.10	3 902 695	3 798 260
Capitaux propres part du Groupe		3 902 694	3 798 259
Capital et réserves liées		1 688 678	1 674 387
Réserves consolidées		1 779 335	1 624 989
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		319 299	309 308
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		115 382	189 575
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
Total du passif		30 814 645	29 768 296

(1) Cf. note 10 "Impacts des évolutions comptables ou autres événements" sur les impacts de première application de la norme IFRS 16 Contrats de location au 1er janvier 2019

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe									Participations ne donnant pas le contrôle						
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
	Capital	Prime et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus	Autres instrumnts de capitaux propres	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
En milliers d'euros																
Capitaux propres au 1er janvier 2018	304 971	3 047 446	(26 207)		3 326 210	(517)	449 101	448 584		3 774 794	1				1	3 774 795
Augmentation de capital	5 465				5 465					5 465						5 465
Variation des titres autodétenus			787		787					787						787
Emissions d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2018																
Dividendes versés au 1er semestre 2018		(35 564)			(35 564)					(35 564)						(35 564)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales																
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions																
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	5 465	(35 564)	787		(29 312)					(29 312)						(29 312)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						202	(75 086)	(74 884)		(74 884)						(74 884)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves																
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence																
Résultat du 1er semestre 2018									106 618	106 618						106 618
Autres variations		718			718					718						718
Capitaux propres au 30 juin 2018	310 436	3 012 600	(25 420)		3 297 616	(315)	374 015	373 700	106 618	3 777 934	1				1	3 777 935
Augmentation de capital	3 525				3 525					3 525						3 525
Variation des titres autodétenus			(2 034)		(2 034)					(2 034)						(2 034)
Emissions d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 2nd semestre 2018																
Dividendes versés au 2nd semestre 2018																
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales																
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions		58			58					58						58
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	3 525	58	(2 034)		1 549					1 549						1 549
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		228			228	146	(64 538)	(64 392)		(64 164)						(64 164)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves		221			221		(221)	(221)								
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence																
Résultat du 2nd semestre 2018									82 957	82 957						82 957
Autres variations		(17)			(17)					(17)						(17)
Capitaux propres au 31 décembre 2018	313 961	3 012 869	(27 454)		3 299 376	(169)	309 477	309 308	189 575	3 798 259	1				1	3 798 260
Affectation du résultat 2018		189 575			189 575				(189 575)							
Capitaux propres au 1er janvier 2019	313 961	3 202 444	(27 454)		3 488 951	(169)	309 477	309 308		3 798 259	1				1	3 798 260
Impacts nouvelles normes																
Capitaux propres au 1er janvier 2019 Retraité	313 961	3 202 444	(27 454)		3 488 951	(169)	309 477	309 308		3 798 259	1				1	3 798 260
Augmentation de capital	12 366				12 366					12 366						12 366
Variation des titres autodétenus			1 925		1 925					1 925						1 925
Emissions d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2019																
Dividendes versés au 1er semestre 2019		(36 050)			(36 050)					(36 050)						(36 050)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales																
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions																
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	12 366	(36 050)	1 925		(21 759)					(21 759)						(21 759)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						321	9 670	9 991		9 991						9 991
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves																
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence																
Résultat du 1er semestre 2019									115 382	115 382						115 382
Autres variations		821			821					821						821
Capitaux propres au 30 juin 2019	326 327	3 167 215	(25 529)		3 468 013	152	319 147	319 299	115 382	3 902 694	1				1	3 902 695

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Résultat avant impôts		147 303	252 295	134 967
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		7 463	13 146	6 419
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations				
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		10 454	10 429	9 289
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Résultat net des activités d'investissement		(359)	(147)	(142)
Résultat net des activités de financement		89	74	19
Autres mouvements		27 601	24 467	55 989
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		45 248	47 969	71 574
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		35 449	1 983 953	1 134 148
Flux liés aux opérations avec la clientèle		249 620	(1 519 249)	(676 903)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(90 185)	(40 937)	(706 832)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(520 743)	(41 314)	(119 360)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence				
Impôts versés		(3 486)	(37 175)	16 251
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		(329 345)	345 278	(352 696)
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		(136 794)	645 542	(146 155)
Flux liés aux participations (1)		(1 436)	(2 323)	(507)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(16 845)	(30 267)	(22 070)
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		(18 281)	(32 590)	(22 577)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)		(23 646)	(26 599)	(30 160)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement(3)		(4 545)	54 504	57 614
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		(28 191)	27 905	27 454
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)				
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		(183 266)	640 857	(141 278)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 833 284	1 192 427	1 192 427
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		90 551	87 034	87 034
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 742 733	1 105 393	1 105 393
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		1 650 018	1 833 284	1 051 149
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		90 366	90 551	85 872
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 559 652	1 742 733	965 277
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		(183 266)	640 857	(141 278)

* composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées).

** composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole) ;

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours du premier semestre 2019, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale Brie Picardie s'élève à - 1 436 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : Souscription décaissée à l'augmentation de capital SACAM FIRECA : - 576 K€, Souscription au capital de Village By CA BRIE PICARDIE : - 500 milliers d'euros.

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale Brie Picardie à ses actionnaires, à hauteur de 36 044 milliers d'euros pour le premier semestre 2019.

(3) Au cours du premier semestre 2019, il n'y a pas eu d'émissions nettes de dettes subordonnées.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMÉS

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

1.1 Normes applicables et comparabilité

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie au 30 juin 2019 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2018 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « *carve out* »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2019 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2019.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 16 Contrats de location Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location et des interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location)	31 octobre 2017 (UE 2017/1986)	1 ^{er} janvier 2019	Oui
Amendement à IFRS 9 Instruments financiers Options de remboursement anticipé avec pénalité négative	22 mars 2018 (UE 2018/498)	1 ^{er} janvier 2019 (1)	Oui
Interprétation IFRIC 23 Positions fiscales incertaines Clarifications à IAS 12 Impôt sur le résultat	24 octobre 2018 (UE 2018/1595)	1 ^{er} janvier 2019	Oui
Améliorations des IFRS cycle 2015-2017 : - IAS 12 Impôt sur le résultat - IAS 23 Coût d'emprunt - IFRS 3/IFRS 11 Regroupement d'entreprises	15 mars 2019 (UE 2019/412)	1 ^{er} janvier 2019 1 ^{er} janvier 2019 1 ^{er} janvier 2019	Oui Oui Oui

Amendement à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises Précisions pour l'investisseur sur la comptabilisation des intérêts long terme accordés à une entreprise associée / coentreprise	11 février 2019 (UE 2019/237)	1 ^{er} janvier 2019	Oui
Amendement à IAS 19 Avantages au personnel Clarifications sur les conséquences d'une modification, réduction ou liquidation de régime sur la détermination du coût des services rendus et de l'intérêt net	14 mars 2019 (UE 2019/402)	1 ^{er} janvier 2019	Oui

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9 à compter du 1^{er} janvier 2018

Ainsi, le groupe Crédit Agricole publie pour la première fois à compter du 1er janvier 2019 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 16 Contrats de location.

La norme IFRS 16 *Contrats de location* remplace la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location).

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 impose pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Pour la première application de la norme IFRS 16, le Groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives 2019 conformément au paragraphe C5(b) de la norme IFRS 16 pour les contrats antérieurement classés en contrats de location simple en application d'IAS 17. Selon cette approche, le Groupe a comptabilisé au 1^{er} janvier 2019 une obligation locative évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers restants et un actif au titre du droit d'utilisation évalué au montant de la dette locative ajusté, le cas échéant, du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière immédiatement avant la date de première application.

Pour les contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location-financement, l'entité a reclassé la valeur comptable de l'actif locatif et du passif locatif en tant que droit d'utilisation et passif locatif à la date de première application.

L'application de la norme IFRS 16 n'a pas d'impact sur les capitaux propres.

A la date de transition, le Groupe a choisi d'appliquer les mesures simplificatrices suivantes proposées par la norme :

- Absence d'ajustement au titre des contrats dont le terme de la durée se situe dans les douze mois suivant la date de première application. Cela concerne notamment les baux 3/6/9 qui sont en situation de tacite prolongation à la date de première application.
- Absence d'ajustement au titre des contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur.
- Ajustement du droit d'utilisation du montant comptabilisé au 31 décembre 2018 dans l'état de la situation financière au titre de la provision pour contrats déficitaires.
- Exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation du droit d'utilisation.

Le Groupe a également choisi de ne pas réapprécier si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de transition. Pour les contrats conclus avant la date de transition, le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 aux contrats identifiés comme des contrats de location en application d'IAS 17 et IFRIC 4.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est le taux d'endettement marginal à la date d'application initiale d'IFRS 16, fondé sur la durée résiduelle du contrat au 1^{er} janvier 2019.

Les droits d'utilisation constatés à la date de première application concernent des baux immobiliers conclus par la Caisse Régionale Brie Picardie.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2019 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2019.

Par ailleurs, l'amendement IAS 1/IAS 8 Présentation des états financiers, publié par l'IASB et applicable au 1er janvier 2020 sous réserve de son adoption par l'Union européenne, est sans enjeu majeur pour le Groupe.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

1.2 Principes et méthodes comptables

➤ Contrats de location (IFRS 16)

Le groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

✓ Contrats de location dont le groupe est bailleur

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire financée par un crédit accordé par le bailleur. L'analyse de la substance économique des opérations de location-financement conduit le bailleur à :
 - a) Sortir du bilan l'immobilisation louée ;
 - b) Constater une créance financière sur le client parmi les « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir par le bailleur au titre du contrat de location, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;
 - c) Comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles portant sur la créance financière et la valeur nette comptable de l'immobilisation louée.
 - d) Décomposer les produits correspondant aux loyers entre d'une part les intérêts d'autre part l'amortissement du capital.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

✓ Contrats de location dont le groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, la durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du locataire sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable.

La charge correspondant aux loyers est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan, les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Conformément aux dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2019 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 11 Périmètre de consolidation au 30 juin 2019.

Au 30/06/2019, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2019) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales et LCL, le 23 mai 2019. Cette transaction est le second RMBS français auto-souscrit du Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2019 pour un montant de 15 milliards d'euros et une souscription le même jour par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par le FCT.

Dans le cadre de cette titrisation interne au Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 767 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2019. Elle a souscrit des obligations senior pour 656 millions d'euros et pour 111 millions d'euros de titres subordonnés.

3. Risque de crédit

(Cf. Chapitre « Facteurs de risque – Risque de crédit »)

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : TITRES DE DETTES

En milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 1er janvier 2019	379 496	(187)					379 496	(187)	379 309
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2									
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1									
Transferts vers Bucket 3 (1)									
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1									
Total après transferts	379 496	(187)					379 496	(187)	379 309
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	27 784	49					27 784	49	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	30 000						30 000		
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(2 216)	49					(2 216)	49	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées									
Autres									
Total	407 280	(138)					407 280	(138)	407 142
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	1 074						1 074		
Au 30 juin 2019	408 354	(138)					408 354	(138)	408 216
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

En milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 1er janvier 2019	204 565	(3)					204 565	(3)	204 562
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2									
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1									
Transferts vers Bucket 3 (1)									
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1									
Total après transferts	204 565	(3)					204 565	(3)	204 562
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(146 686)	2					(146 686)	2	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	43 538						43 538		
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(190 224)	2					(190 224)	2	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées									
Autres									
Total	57 879	(1)					57 879	(1)	57 878
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)									
Au 30 juin 2019	57 879	(1)					57 879	(1)	57 878
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
En milliers d'euros									
Au 1er janvier 2019	21 773 805	(51 615)	1 218 112	(95 519)	334 011	(235 494)	23 325 928	(382 628)	22 943 300
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(26 564)	(11 068)	4 949	24 581	21 615	(11 984)		1 529	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(547 789)	4 374	547 789	(14 000)				(9 626)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	536 331	(15 706)	(536 331)	37 853				22 147	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(22 915)	333	(22 395)	2 070	45 310	(20 734)		(18 331)	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	7 809	(69)	15 886	(1 342)	(23 695)	8 750		7 339	
Total après transferts	21 747 241	(62 683)	1 223 061	(70 938)	355 626	(247 478)	23 325 928	(381 099)	22 944 829
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	480 715	8 877	(23 894)	(27 778)	(24 134)	16 726	432 687	(2 175)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...(2)	2 356 666	(10 277)	77 619	(8 687)			2 434 285	(18 964)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(1 875 951)	5 253	(101 511)	8 628	(16 987)	21 798	(1 994 449)	35 679	
Passages à perte					(7 147)	6 222	(7 147)	6 222	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières			(2)			6	(2)	6	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		13 901		(27 719)		(12 447)		(26 265)	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées									
Autres						1 147		1 147	
Total	22 227 956	(53 806)	1 199 167	(98 716)	331 492	(230 752)	23 758 615	(383 274)	23 375 341
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	11 795		(171)		(1 400)		10 224		
Au 30 juin 2019	22 239 751	(53 806)	1 198 996	(98 716)	330 092	(230 752)	23 768 839	(383 274)	23 385 565
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES : TITRES DE DETTES

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
En milliers d'euros								
Au 1er janvier 2019	10 818	(10)					10 818	(10)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre								
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2								
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1								
Transferts vers Bucket 3 (1)								
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1								
Total après transferts	10 818	(10)					10 818	(10)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	168	1					168	1
Réévaluation de juste valeur sur la période	102						102	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...(2)	5 066						5 066	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(5 000)						(5 000)	
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		1						1
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées								
Autres								
Total	10 986	(9)					10 986	(9)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(25)						(25)	
Au 30 juin 2019	10 961	(9)					10 961	(9)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

En milliers d'euros	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 1er janvier 2019	1 682 182	(7 324)	45 550	(4 974)	3 900		1 731 632	(12 298)	1 719 334
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(3 390)	(1 611)	2 973	1 856	417			245	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(22 374)	313	22 374	(567)				(254)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	19 217	(1 924)	(19 217)	2 423				499	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(333)		(288)		621				
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	100		104		(204)				
Total après transferts	1 678 792	(8 935)	48 523	(3 118)	4 317		1 731 632	(12 053)	1 719 579
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	118 925	2 799	2 945	(1 069)	(455)		121 415	1 730	
Nouveaux engagements donnés (2)	826 899	(2 289)	23 010	(2 223)			849 909	(4 512)	
Extinction des engagements	(707 974)	4 629	(20 065)	2 863	(944)		(728 983)	7 492	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		459		(1 709)				(1 250)	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées									
Autres					489		489		
Au 30 juin 2019	1 797 717	(6 136)	51 468	(4 187)	3 862		1 853 047	(10 323)	1 842 724

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.
(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

ENGAGEMENTS DE GARANTIE (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

En milliers d'euros	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 1er janvier 2019	471 338	(493)	9 220	(1 876)	11 184	(8 335)	491 742	(10 704)	481 038
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	1 468	(1 213)	(2 238)	1 260	770			47	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(2 553)	3	2 553	(23)				(20)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	4 777	(1 216)	(4 777)	1 283				67	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(756)		(15)		771				
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1			1		(1)				
Total après transferts	472 806	(1 706)	6 982	(616)	11 954	(8 335)	491 742	(10 657)	481 085
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	13 775	1 346	941	(490)	1 638	(1 472)	16 354	(616)	
Nouveaux engagements donnés (2)	90 132	(72)	3 308	(575)			93 440	(647)	
Extinction des engagements	(76 357)	1 350	(2 367)	84	(609)	609	(79 333)	2 043	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		68		1		(2 081)		(2 012)	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées									
Autres					2 247		2 247		
Au 30 juin 2019	486 581	(360)	7 923	(1 106)	13 592	(9 807)	508 096	(11 273)	496 823

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et Charges d'intérêts

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Sur les actifs financiers au coût amorti	271 122	531 113	261 618
Opérations avec les établissements de crédit	1 153	2 583	1 529
Opérations internes au Crédit Agricole	21 424	47 252	23 597
Opérations avec la clientèle	247 221	477 939	234 885
Opérations de location-financement			
Titres de dettes	1 324	3 339	1 607
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 602	1 756	306
Opérations avec les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle			
Titres de dettes	2 602	1 756	306
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	10 042	27 586	15 991
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	283 766	560 455	277 915
Sur les passifs financiers au coût amorti	(91 395)	(170 507)	(87 069)
Opérations avec les établissements de crédit	(2 826)	(4 361)	(2 272)
Opérations internes au Crédit Agricole	(61 241)	(130 593)	(63 623)
Opérations avec la clientèle	(28 154)	(37 925)	(22 594)
Opérations de location-financement			
Dettes représentées par un titre	826	2 372	1 420
Dettes subordonnées			
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(47 671)	(91 801)	(45 515)
Autres intérêts et charges assimilées	(31)		
Charges d'intérêts	(139 097)	(262 308)	(132 584)

(1) dont 2 786 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 30 juin 2019 contre 6 084 milliers d'euros au 31 décembre 2018 et 2 964 milliers d'euros au 30 juin 2018

(2) dont 259 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 30 juin 2019 contre 812 milliers d'euros au 31 décembre 2018 et 438 milliers d'euros au 30 juin 2018

4.2 Produits et charges de commissions

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018			30/06/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	543	(1 929)	(1 386)	1 422	(5 000)	(3 578)	402	(2 256)	(1 854)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	8 692	(23 111)	(14 419)	15 354	(41 184)	(25 830)	7 197	(19 757)	(12 560)
Sur opérations avec la clientèle	41 072	(1 346)	39 726	76 159	(3 343)	72 816	38 251	(1 143)	37 108
Sur opérations sur titres		(234)	(234)		(215)	(215)		(184)	(184)
Sur opérations de change	63		63	95		95	38		38
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	193		193	908		908	573		573
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	99 036	(6 205)	92 831	199 842	(12 367)	187 475	97 622	(5 771)	91 851
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	2 045	(816)	1 229	4 745	(541)	4 204	2 702	(204)	2 498
Total Produits nets et charges des commissions	151 644	(33 641)	118 003	298 525	(62 650)	235 875	146 785	(29 315)	117 470

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Dividendes reçus	523	1 013	457
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	(173)	(64)	(253)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	281	(62)	(449)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	6 000	(6 215)	(1 318)
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte			
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)			
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	381	796	348
Résultat de la comptabilité de couverture		7	(40)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	7 012	(4 525)	(1 255)

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2019			31/12/2018			30/06/2018		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	95 751	(95 751)	0	90 440	(90 440)	0	92 114	(92 114)	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	53 463	(42 156)	11 307	43 233	(47 053)	(3 820)	44 635	(47 333)	(2 698)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	42 288	(53 595)	(11 307)	47 207	(43 387)	3 820	47 479	(44 781)	2 698
Couverture de flux de trésorerie									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	627 910	(627 910)	0	272 332	(272 325)	7	260 073	(260 113)	(40)
Variations de juste valeur des éléments couverts	458 852	(169 057)	289 795	187 116	(85 206)	101 910	158 106	(101 967)	56 139
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	169 058	(458 853)	(289 795)	85 216	(187 119)	(101 903)	101 967	(158 146)	(56 179)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt									
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace									
Total Résultat de la comptabilité de couverture	723 661	(723 661)	0	362 772	(362 765)	7	352 187	(352 227)	(40)

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)			
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	49 117	56 348	43 517
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	49 117	56 348	43 517

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.8 « Coût du risque ».

4.5 Produits (charges) nets des autres activités

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	(85)	(618)	(336)
Autres produits (charges) nets	566	5 626	200
Produits (charges) des autres activités	481	5 008	(136)

4.6 Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Charges de personnel	(92 361)	(194 186)	(89 636)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(12 311)	(14 680)	(11 504)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(52 591)	(104 519)	(53 015)
Charges générales d'exploitation	(157 263)	(313 385)	(154 155)

(1) Dont 3 992 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution au 30 juin 2019

4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Dotations aux amortissements	(7 457)	(13 146)	(6 422)
Immobilisations corporelles (1)	(7 365)	(12 941)	(6 300)
Immobilisations incorporelles	(92)	(205)	(122)
Dotations (reprises) aux dépréciations			
Immobilisations corporelles			
Immobilisations incorporelles			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(7 457)	(13 146)	(6 422)

(1) Dont 833 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 30 juin 2019.

4.8 Coût du risque

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2)	(2 458)	(23 527)	(890)
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	(819)	(15 392)	(8 057)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2	(10)	(11)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(2 141)	(12 800)	(8 046)
Engagements par signature	1 320	(2 582)	
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	(1 639)	(8 135)	7 167
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(3 196)	(7 843)	7 167
Engagements par signature	1 557	(292)	
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3)	(4 543)	2 965	(8 415)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(3 070)	3 377	(8 229)
Engagements par signature	(1 473)	(412)	(186)
Autres actifs			
Risques et charges	(278)	9 117	(56)
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(7 279)	(11 445)	(9 361)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés			
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(426)	(687)	(312)
Récupérations sur prêts et créances	540	784	455
comptabilisés au coût amorti	540	784	455
comptabilisés en capitaux propres recyclables			
Décotes sur crédits restructurés	(178)	(448)	(144)
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	(275)	(378)	(163)
Autres produits			
Coût du risque	(7 618)	(12 174)	(9 525)

4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	359	147	142
Plus-values de cession	397	190	185
Moins-values de cession	(38)	(43)	(43)
Titres de capitaux propres consolidés			
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	359	147	142

4.10 Impôts

➤ Charge d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Charge d'impôt courant	(36 554)	(58 276)	(33 126)
Charge d'impôt différé	4 633	(4 444)	4 777
Total Charge d'impôt	(31 921)	(62 720)	(28 349)

RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPÔTS THÉORIQUE AVEC LE TAUX D'IMPÔT CONSTATÉ

✓ AU 30 JUIN 2019

<i>En milliers d'euros</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	147 303	34,43%	50 716
Effet des différences permanentes			(17 707)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			7 896
Effet de l'imposition à taux réduit			(260)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(8 724)
Taux et charge effectifs d'impôt		21,67%	31 921

✓ AU 31 DÉCEMBRE 2018

<i>En milliers d'euros</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	252 295	34,43%	86 865
Effet des différences permanentes			(11 415)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			(2 854)
Effet de l'imposition à taux réduit			(708)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(9 168)
Taux et charge effectifs d'impôt		24,86%	62 720

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2018.

✓ **AU 30 JUIN 2018**

<i>En milliers d'euros</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	134 967	34,43%	46 469
Effet des différences permanentes			(2 863)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			(6 931)
Effet de l'imposition à taux réduit			(37)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(8 289)
Taux et charge effectifs d'impôt		21,00%	28 349

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2018.

4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	100	9	(17)
Ecart de réévaluation de la période	102	(2)	(28)
Transferts en résultat			
Autres variations	(2)	11	11
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	325	458	281
Ecart de réévaluation de la période	325	458	281
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(104)	(119)	(62)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	321	348	202
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(1 937)	432	
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en réserves			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	11 553	(144 491)	(77 559)
Ecart de réévaluation de la période	11 553	(144 263)	(77 559)
Transferts en réserves		(228)	
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	54	4 435	2 473
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	9 670	(139 624)	(75 086)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	9 991	(139 276)	(74 884)
Dont part du Groupe	9 991	(139 276)	(74 884)
Dont participations ne donnant pas le contrôle			

VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET EFFETS D'IMPÔTS

	31/12/2018				Variation				30/06/2019			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>En milliers d'euros</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	138	(41)	97	97	100	(20)	80	80	238	(61)	177	177
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(359)	93	(266)	(266)	325	(84)	241	241	(34)	9	(25)	(25)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(221)	52	(169)	(169)	425	(104)	321	321	204	(52)	152	152
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(221)	52	(169)	(169)	425	(104)	321	321	204	(52)	152	152
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(9 224)	2 382	(6 842)	(6 842)	(1 937)	501	(1 436)	(1 436)	(11 161)	2 883	(8 278)	(8 278)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre												
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	326 848	(10 529)	316 319	316 319	11 553	(447)	11 106	11 106	338 401	(10 976)	327 425	327 425
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	317 624	(8 147)	309 477	309 477	9 616	54	9 670	9 670	327 240	(8 093)	319 147	319 147
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	317 624	(8 147)	309 477	309 477	9 616	54	9 670	9 670	327 240	(8 093)	319 147	319 147
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	317 403	(8 095)	309 308	309 308	10 041	(50)	9 991	9 991	327 444	(8 145)	319 299	319 299

	31/12/2017				01/01/2018				Variation				31/12/2018			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>En milliers d'euros</i>																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables																
Gains et pertes sur écarts de conversion																
Gains et pertes sur actifs disponible à la vente	86 560	(4 812)	81 748	81 748												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables					129	(40)	89	89	9	(1)	8	8	138	(41)	97	97
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(817)	211	(606)	(606)	(817)	211	(606)	(606)	458	(118)	340	340	(359)	93	(266)	(266)
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	85 743	(4 601)	81 142	81 142	(688)	171	(517)	(517)	467	(119)	348	348	(221)	52	(169)	(169)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	85 743	(4 601)	81 142	81 142	(688)	171	(517)	(517)	467	(119)	348	348	(221)	52	(169)	(169)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables																
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(9 656)	2 494	(7 162)	(7 162)	(9 656)	2 494	(7 162)	(7 162)	432	(112)	320	320	(9 224)	2 382	(6 842)	(6 842)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre																
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables					471 339	(15 076)	456 263	456 263	(144 491)	4 547	(139 944)	(139 944)	326 848	(10 529)	316 319	316 319
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(9 656)	2 494	(7 162)	(7 162)	461 683	(12 582)	449 101	449 101	(144 059)	4 435	(139 624)	(139 624)	317 624	(8 147)	309 477	309 477
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(9 656)	2 494	(7 162)	(7 162)	461 683	(12 582)	449 101	449 101	(144 059)	4 435	(139 624)	(139 624)	317 624	(8 147)	309 477	309 477
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	76 087	(2 107)	73 980	73 980	460 995	(12 411)	448 584	448 584	(143 592)	4 316	(139 276)	(139 276)	317 403	(8 095)	309 308	309 308

5. Informations sectorielles

➤ Définition des secteurs opérationnels

Le secteur d'activité du Crédit Agricole Brie Picardie est celui de la banque de proximité en France. La clientèle du Crédit Agricole Brie Picardie comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

Le Crédit Agricole Brie Picardie commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire et titres), placements d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements.

Il distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance vie.

6. Notes relatives au bilan

6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 858	6 059
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	587 852	249 434
Instruments de capitaux propres	44 922	44 653
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	542 930	204 781
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	597 710	255 493
Dont Titres prêtés		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Instruments de capitaux propres		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
OPCVM		
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	9 858	6 059
Valeur au bilan	9 858	6 059

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Actions et autres titres à revenu variable	1 293	1 249
Titres de participation non consolidés	43 629	43 404
Total instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	44 922	44 653

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Titres de dettes	542 930	204 781
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	18 693	28 202
OPCVM	524 237	176 579
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Total instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	542 930	204 781

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	10 417	7 081
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	10 417	7 081

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	10 417	7 081
Valeur au bilan	10 417	7 081

6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>En milliers d'euros</i>						
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	10 961	271	(33)	10 818	170	(32)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 111 309	354 105	(15 704)	2 096 731	339 686	(12 838)
Total	2 122 270	354 376	(15 737)	2 107 549	339 856	(12 870)

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	30/06/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>En milliers d'euros</i>						
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 961	271	(33)	10 818	170	(32)
Total des titres de dettes	10 961	271	(33)	10 818	170	(32)
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Total des prêts et créances						
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	10 961	271	(33)	10 818	170	(32)
Impôts		(69)	8		(49)	8
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		202	(25)		121	(24)

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	30/06/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>En milliers d'euros</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	3 523			3 523		
Titres de participation non consolidés	2 107 786	354 105	(15 704)	2 093 208	339 686	(12 838)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 111 309	354 105	(15 704)	2 096 731	339 686	(12 838)
Impôts		(10 976)			(10 529)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt)		343 129	(15 704)		329 157	(12 838)

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019			31/12/2018		
	Juste Valeur à la date de décomptabili- sation	Gains cumulés réalisés	Pertes cumulées réalisées	Juste Valeur à la date de décomptabili- sation	Gains cumulés réalisés ¹	Pertes cumulées réalisées ¹
Actions et autres titres à revenu variable						
Titres de participation non consolidés				427	228	
Total Placements dans des instruments de capitaux propres				427	228	
Impôts						
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt) (1)					228	

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.3 Actifs financiers au coût amorti

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 450 669	2 931 245
Prêts et créances sur la clientèle	23 385 565	22 943 300
Titres de dettes	408 216	379 309
Valeur au bilan	26 244 450	26 253 854

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	48 325	39 037
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	47 152	37 862
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée	1	158 458
Prêts subordonnés	9 553	7 070
Autres prêts et créances		
Valeur brute	57 879	204 565
Dépréciations	(1)	(3)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	57 878	204 562
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	1 512 517	1 704 922
Titres reçus en pension livrée		
Comptes et avances à terme	880 274	1 021 761
Prêts subordonnés		
Total prêts et créances internes au Crédit Agricole	2 392 791	2 726 683
Valeur au bilan	2 450 669	2 931 245

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie

Prêts et créances sur la clientèle

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	6 784	8 161
Autres concours à la clientèle	23 619 594	23 164 340
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Avances en comptes courants d'associés	39 333	66 458
Comptes ordinaires débiteurs	103 128	86 969
Valeur brute	23 768 839	23 325 928
Dépréciations	(383 274)	(382 628)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	23 385 565	22 943 300
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute		
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement		
Valeur au bilan	23 385 565	22 943 300

Titres de dettes

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	151 673	152 034
Obligations et autres titres à revenu fixe	256 681	227 462
Total	408 354	379 496
Dépréciations	(138)	(187)
Valeur au bilan	408 216	379 309

6.4 Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions significatives la Caisse Régionale Brie Picardie au risque souverain sont les suivantes :

➤ **Activité bancaire**

30/06/2019	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>En milliers d'euros</i>							
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche							
Belgique							
Brésil							
Chine							
Espagne				21 111	21 111		21 111
Etats-Unis							
France				109 638	109 638		109 638
Grèce							
Hong Kong							
Iran							
Irlande							
Italie				20 857	20 857		20 857
Japon							
Lituanie							
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Syrie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Yémen							
Autres pays souverains							
Total				151 606	151 606		151 606

31/12/2018	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>En milliers d'euros</i>							
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche							
Belgique							
Brésil							
Chine							
Espagne				21 108	21 108		21 108
Etats-Unis							
France				110 062	110 062		110 062
Grèce							
Hong Kong							
Irlande							
Italie				20 794	20 794		20 794
Japon							
Maroc							
Portugal							
Royaume-Uni							
Russie							
Syrie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Yémen							
Autres pays souverains							
Total				151 964	151 964		151 964

6.5 Passifs financiers au coût amorti

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit	16 730 291	16 992 890
Dettes envers la clientèle	7 563 529	6 881 930
Dettes représentées par un titre	1 329 985	1 073 810
Valeur au bilan	25 623 805	24 948 630

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	12 662	8 341
dont comptes ordinaires créditeurs (1)	4	8
dont comptes et emprunts au jour le jour (1)		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		159 185
Total	12 662	167 526
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et avances à terme	16 717 629	16 825 364
Titres donnés en pension livrée		
Total	16 717 629	16 825 364
Valeur au bilan	16 730 291	16 992 890

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Comptes ordinaires créditeurs	6 024 276	5 817 912
Comptes d'épargne à régime spécial	118 788	93 382
Autres dettes envers la clientèle	1 420 465	970 636
Titres donnés en pension livrée		
Valeur au bilan	7 563 529	6 881 930

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	1 233 821	974 006
Emprunts obligataires	96 164	99 804
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	1 329 985	1 073 810

6.6 Immeubles de placement

En milliers d'euros	31/12/2018	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2019
Valeur brute	19 704	19 704		121	(1 381)			18 444
Amortissements et dépréciations	(9 321)	(9 321)		(275)	1 259			(8 337)
Valeur au bilan (1)	10 383	10 383		(154)	(122)			10 107

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

En milliers d'euros	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Valeur brute	19 399	19 399		385	(80)			19 704
Amortissements et dépréciations	(8 783)	(8 783)		(553)	15			(9 321)
Valeur au bilan (1)	10 616	10 616		(168)	(65)			10 383

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

En milliers d'euros	31/12/2018	01/01/2019 (2)	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2019
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	366 975	379 464		28 119	(11 905)		(616)	395 062
Amortissements et dépréciations (1)	(249 652)	(249 964)		(7 370)	1 146		246	(255 942)
Valeur au bilan	117 323	129 500		20 749	(10 759)		(370)	139 120
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	4 633	1 347		114			616	2 077
Amortissements et dépréciations	(1 418)	(1 106)		(93)			(246)	(1 445)
Valeur au bilan	3 215	241		21			370	632

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(2) Impact de la comptabilisation du droit d'utilisation dans le cadre de la première application de la norme IFRS 16 Contrats de location (Cf. note 1.1 "Normes applicables et comparabilité")

En milliers d'euros	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	338 015	338 015		31 145	(2 185)			366 975
Amortissements et dépréciations (1)	(237 865)	(237 865)		(12 941)	1 154			(249 652)
Valeur au bilan	100 150	100 150		18 204	(1 031)			117 323
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	4 333	4 333		300				4 633
Amortissements et dépréciations	(1 213)	(1 213)		(205)				(1 418)
Valeur au bilan	3 120	3 120		95				3 215

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

6.8 Provisions

En milliers d'euros	31/12/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2019
Risques sur les produits épargne-logement	22 626		3 810		(22)			26 414
Risques d'exécution des engagements par signature	23 002		35 204		(36 610)			21 596
Risques opérationnels	1 573		4		(277)			1 300
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	7 100		1 528				1 938	10 566
Litiges divers	21 289		1 194	(142)	(1 492)			20 849
Participations	474							474
Restructurations								
Autres risques	18 177		1 205	(1 166)	(952)			17 264
TOTAL	94 241		42 945	(1 308)	(39 353)		1 938	98 463

(1) Dont 8 716 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 850 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

En milliers d'euros	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Risques sur les produits épargne-logement	22 015	22 015		611					22 626
Risques d'exécution des engagements par signature	7 922	7 922		18 810		(15 523)		11 793	23 002
Risques opérationnels	25 484	25 484		94	(1)	(24 004)			1 573
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	8 087	8 087			(30)	(30)		(927)	7 100
Litiges divers	15 090	15 090		8 251	(117)	(1 935)			21 289
Participations	474	474							474
Restructurations									
Autres risques	9 357	9 357		11 510	(2 653)	(37)			18 177
TOTAL	88 429	88 429		39 276	(2 801)	(41 529)		10 866	94 241

(1) Dont 5 250 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 850 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

6.9 Dettes subordonnées

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel	552	552
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	552	552

6.10 Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2019

Au 30 juin 2019, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

	Nombre de titres au 30/06/2019	% du capital	% des droits de vote
<i>Répartition du capital de la Caisse Régionale</i>			
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	16 908 614	30,49%	30,49%
Dont part du Public	15 260 957	27,52%	27,52%
Dont part Sacam Mutualisation	396 180	0,71%	0,71%
Dont part autodétenue	1 251 477	2,26%	2,26%
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	13 591 547	24,51%	24,51%
Dont part du Public	0	0,00%	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	2 771 811	5,00%	5,00%
Dont part Sacam Mutualisation	10 819 736	19,51%	19,51%
Part sociales	24 956 540	45,00%	45,00%
Dont 85 Caisses Locales	24 956 518	45,00%	45,00%
Dont 20 administrateurs de la Caisse régionale	20	0,00%	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	1	0,00%	0,00%
Dont Sacam Mutualisation	1	0,00%	0,00%
Dont Autres	0	0,00%	0,00%
Total	55 456 701	100,00%	100,00%

La valeur nominale des titres est de 5 euros et le montant du capital est de 277 283 milliers d'euros.

➤ Rémunération

Au titre de l'exercice 2018, l'Assemblée générale du 26 mars 2019 de la Caisse Régionale Brie Picardie a approuvé le versement de la rémunération nette par CCI/CCA de 1,15 euro et un intérêt aux parts sociales de 0,10 euro.

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2015	1,50	1,50	0,083
2016	1,50	1,50	0,090
2017	1,15	1,15	0,090
2018	1,15	1,15	0,10

7. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Engagements donnés	2 791 477	2 653 751
Engagements de financement	1 853 047	1 731 632
Engagements en faveur des établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 853 047	1 731 632
Ouverture de crédits confirmés	900 740	812 738
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	6 058	8 182
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	894 682	804 556
Autres engagements en faveur de la clientèle	952 307	918 894
Engagements de garantie	938 430	922 119
Engagements d'ordre des établissements de crédit	422 713	421 671
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 136	94
Autres garanties (1)	421 577	421 577
Engagements d'ordre de la clientèle	515 717	500 448
Cautions immobilières	207 450	204 266
Autres garanties d'ordre de la clientèle	308 267	296 182
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements reçus	8 011 890	7 888 942
Engagements de financement	81 779	81 779
Engagements reçus des établissements de crédit	81 779	81 779
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	7 930 111	7 807 163
Engagements reçus des établissements de crédit	2 089 510	2 146 317
Engagements reçus de la clientèle	5 840 601	5 660 846
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	1 747 872	1 739 264
Autres garanties reçues	4 092 729	3 921 582
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		

(1) Dont 410 822 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 1 067 244 milliers d'euros.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2019	31/12/2018
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	6 574 442	6 732 202
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	72 947	71 421
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension		159 185
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	6 647 389	6 962 808
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	1	158 458
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	1	158 458

Créances apportées en garantie

Au cours du premier semestre 2019, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté 6 574 442 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 6 732 202 milliers d'euros au 31 décembre 2018. La Caisse Régionale Brie Picardie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté :

- 2 815 999 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 3 127 338 milliers d'euros au 31 décembre 2018 ;
- 887 778 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat) contre 978 694 milliers d'euros au 31 décembre 2018 ;
- 2 870 665 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 626 170 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

8. Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par le Groupe Crédit Agricole

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de l'entité à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

Reclassements effectués par la Caisse Régionale Brie Picardie

La Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas opéré en 2019 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

9. Juste valeur des instruments financiers

9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30/06/2019	Juste valeur au 30/06/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	25 836 234	25 836 234		25 796 901	39 333
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 450 669	2 450 669		2 450 669	
Comptes ordinaires et prêts JJ	1 559 669	1 559 669		1 559 669	
Comptes et prêts à terme	881 447	881 446		881 446	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	1	1		1	
Prêts subordonnés	9 553	9 553		9 553	
Autres prêts et créances (1)					
Prêts et créances sur la clientèle	23 385 565	23 385 565		23 346 232	39 333
Créances commerciales	6 100	6 100		6 100	
Autres concours à la clientèle	23 264 339	23 264 339		23 264 339	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Avances en comptes courants d'associés	39 333	39 333			39 333
Comptes ordinaires débiteurs	75 793	75 793		75 793	
Titres de dettes	408 216	424 605	424 605		
Effets publics et valeurs assimilées	151 606	155 188	155 188		
Obligations et autres titres à revenu fixe	256 610	269 417	269 417		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	26 244 450	26 260 839	424 605	25 796 901	39 333

	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	25 874 545	25 874 545		25 808 087	66 458
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 931 245	2 931 245		2 931 245	
Comptes ordinaires et prêts JJ	1 742 784	1 742 784		1 742 784	
Comptes et prêts à terme	1 022 936	1 022 936		1 022 936	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	158 458	158 458		158 458	
Prêts subordonnés	7 070	7 067		7 067	
Autres prêts et créances (3)					
Prêts et créances sur la clientèle	22 943 300	22 943 300		22 876 842	66 458
Créances commerciales	7 446	7 446		7 446	
Autres concours à la clientèle	22 810 395	22 810 395		22 810 395	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	66 458	66 458			66 458
Comptes ordinaires débiteurs	59 001	59 001		59 001	
Titres de dettes	379 309	391 193	391 193		
Effets publics et valeurs assimilées	151 964	152 704	152 704		
Obligations et autres titres à revenu fixe	227 345	238 489	238 489		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	26 253 854	26 265 738	391 193	25 808 087	66 458

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30/06/2019	Juste valeur au 30/06/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	16 730 291	16 730 291		16 730 291	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	4	4		4	
Comptes et emprunts à terme	16 730 287	16 730 287		16 730 287	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	7 563 529	7 563 529		7 444 741	118 788
Comptes ordinaires créditeurs	6 024 276	6 024 276		6 024 276	
Comptes d'épargne à régime spécial	118 788	118 788			118 788
Autres dettes envers la clientèle	1 420 465	1 420 465		1 420 465	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes représentées par un titre	1 329 985	1 329 985	96 164	1 233 821	
Dettes subordonnées	552	552		552	
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	25 624 357	25 624 357	96 164	25 409 405	118 788

	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	16 992 890	16 992 890		16 992 890	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	8	8		8	
Comptes et emprunts à terme	16 833 697	16 833 697		16 833 697	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	159 185	159 185		159 185	
Dettes envers la clientèle	6 881 930	6 881 930		6 788 548	93 382
Comptes ordinaires créditeurs	5 817 912	5 817 912		5 817 912	
Comptes d'épargne à régime spécial	93 382	93 382			93 382
Autres dettes envers la clientèle	970 636	970 636		970 636	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	1 073 810	1 073 810	99 804	974 006	
Dettes subordonnées	552	552		552	
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	24 949 182	24 949 182	99 804	24 755 996	93 382

9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 858	53	9 805	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	9 858	53	9 805	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	587 852	467 403	114 896	5 553
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	44 922	1 103	43 819	
Actions et autres titres à revenu variable	1 293	1 103	190	
Titres de participation non consolidés	43 629		43 629	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	542 930	466 300	71 077	5 553
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	542 930	466 300	71 077	5 553
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	18 693	8 008	5 132	5 553
OPCVM	524 237	458 292	65 945	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	2 122 270	5 196	2 117 074	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 111 309		2 111 309	
Actions et autres titres à revenu variable	3 523		3 523	
Titres de participation non consolidés	2 107 786		2 107 786	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	10 961	5 196	5 765	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	10 961	5 196	5 765	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 961	5 196	5 765	
Instruments dérivés de couverture	67 992		67 992	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	2 787 972	472 652	2 309 767	5 553
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX				

	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 059	150	5 909	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	6 059	150	5 909	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	249 434	140 337	103 710	5 387
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	44 653	1 059	43 594	
Actions et autres titres à revenu variable	1 249	1 059	190	
Titres de participation non consolidés	43 404		43 404	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	204 781	139 278	60 116	5 387
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	204 781	139 278	60 116	5 387
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	28 202	17 484	5 331	5 387
OPCVM	176 579	121 794	54 785	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	2 107 549		2 107 549	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 096 731		2 096 731	
Actions et autres titres à revenu variable	3 523		3 523	
Titres de participation non consolidés	2 093 208		2 093 208	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	10 818		10 818	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	10 818		10 818	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 818		10 818	
Instruments dérivés de couverture	23 748		23 748	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	2 386 790	140 487	2 240 916	5 387
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX				

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	10 417	272	10 145	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	10 417	272	10 145	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	520 570		520 570	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	530 987	272	530 715	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	7 081	12	7 069	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	7 081	12	7 069	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	167 038		167 038	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	174 119	12	174 107	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

➤ Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

✓ Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

	Total	Actifs financiers détenus à des fins de transaction									
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction					Instruments dérivés
						Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
En milliers d'euros											
Solde d'ouverture (01/01/2019)	5 387										
Gains /pertes de la période											
Comptabilisés en résultat											
Comptabilisés en capitaux propres											
Achats de la période											
Ventes de la période											
Emissions de la période											
Dénouements de la période											
Reclassements de la période	166										
Variations liées au périmètre de la période											
Transferts											
Transferts vers niveau 3											
Transferts hors niveau 3											
Solde de clôture (30/06/2019)	5 553										

	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																		
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI							Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option					
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres de dettes				Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	OPCVM	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes		
							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Titres de dettes							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes
En milliers d'euros																			
Solde d'ouverture (01/01/2019)							5 387			5 387									
Gains /pertes de la période																			
Comptabilisés en résultat																			
Comptabilisés en capitaux propres																			
Achats de la période																			
Ventes de la période																			
Emissions de la période																			
Dénouements de la période																			
Reclassements de la période								166		166									
Variations liées au périmètre de la période																			
Transferts																			
Transferts vers niveau 3																			
Transferts hors niveau 3																			
Solde de clôture (30/06/2019)							5 553			5 553									

10. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Bilan Actif

Impacts : IFRS 16 au 1^{er} Janvier 2019

(en milliers d'euros)	01/01/2019 Retraité	Impact IFRS 16	01/01/2019 Publié
Caisse, banques centrales	90 551		90 551
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	255 493		255 493
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	6 059		6 059
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	249 434		249 434
Instruments dérivés de couverture	23 748		23 748
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 107 549		2 107 549
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	10 818		10 818
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	2 096 731		2 096 731
Actifs financiers au coût amorti	26 253 854		26 253 854
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	2 931 245		2 931 245
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	22 943 300		22 943 300
<i>Titres de dettes</i>	379 309		379 309
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	130 805		130 805
Actifs d'impôts courants et différés	93 587		93 587
Comptes de régularisation et actifs divers	681 788		681 788
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	10 383		10 383
Immobilisations corporelles	129 500	12 177	117 323
Immobilisations incorporelles	241	(2 974)	3 215
Ecarts d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF	29 777 499	9 203	29 768 296

Bilan Passif
Impacts IFRS 16 au 1^{er} Janvier 2019

	01/01/2019	Impact	01/01/2019
(en milliers d'euros)	Retraité	IFRS 16	Publié
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	7 081		7 081
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	7 081		7 081
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>			
Instruments dérivés de couverture	167 038		167 038
Passifs financiers au coût amorti	24 948 630		24 948 630
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	16 992 890		16 992 890
<i>Dettes envers la clientèle</i>	6 881 930		6 881 930
<i>Dettes représentées par un titre</i>	1 073 810		1 073 810
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	61 503		61 503
Passifs d'impôts courants et différés	50		50
Comptes de régularisation et passifs divers	700 144	9 203	690 941
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions	94 241		94 241
Dettes subordonnées	552		552
Total dettes	25 979 239	9 203	25 970 036
Capitaux propres	3 798 260		3 798 260
Capitaux propres part du Groupe	3 798 259		3 798 259
Capital et réserves liées	1 674 387		1 674 387
Réserves consolidées	1 624 989		1 624 989
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	309 308		309 308
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			
Résultat de l'exercice	189 575		189 575
Participations ne donnant pas le contrôle	1		1
TOTAL DU PASSIF	29 777 499	9 203	29 768 296

11. Périmètre de consolidation au 30 juin 2019

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole Brie Picardie	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
						30/06/2019	31/12/2018	30/06/2019	31/12/2018
SAS Brie Picardie Expansion	Intégration globale		France		Filiale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Brie Picardie Croissance	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	99,999%	99,999%	99,999%	99,999%
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 compartiment CR887 Brie Picardie	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
FCT Crédit Agricole Habitat 2017 compartiment CR887 Brie Picardie	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
FCT Crédit Agricole Habitat 2018 compartiment CR887 Brie Picardie	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
FCT Crédit Agricole Habitat 2019 compartiment CR887 Brie Picardie	Intégration globale	Entrée dans le périmètre	France		Entité structurée contrôlée	100,00%		100,00%	

Les 85 caisses locales comprises dans le périmètre de consolidation sont : VAL D'EUROPE, BRAY SUR SEINE ET DONNEMARIE-DONTILLY, BRIE COMTE ROBERT, GATINAIS SUD 77, REBAIS ET COULOMMIERS, CRECY LA CHAPELLE, DAMMARTIN EN GOELE, CHAPELLE LA REINE, LA FERTE GAUCHER, LA FERTE SOUS JOUARRE, LAGNY SUR MARNE, LIZY SUR OURCQ, LORREZ LE BOCAGE, MEAUX, MELUN, MONTEREAU, MORET SUR LOING, NANGIS, NEMOURS, PROVINS, ROZAY EN BRIE, TOURNAN EN BRIE, MORMANT, LE CHATELET FONTAINEBLEAU, ACHEUX EN AMIENOIS, AILLY SUR NOYE, BERNAVILLE, AIRAINES, CONTY, CORBIE, DOMART EN PONTHEU, DOULLENS, FRIVILLE ESCARBOTIN, GAMACHES, HORNOY LE BOURG, MONTDIDIER, MOREUIL, CRECY EN PONTHEU, OISEMONT, POIX DE PICARDIE, ROSIERES EN SANTERRE, ROYE, SAINT RIQUIER, RUE, SAINT VALERY SUR SOMME, VILLERS BRETONNEUX, ALBERT, BRAY SUR SOMME, CHAULNES, COMBLES, HAM, NESLE, PERONNE, ROISEL, AMIENS, ABBEVILLE, VILLERS BOCAGE,

FORMERIE, ATTICHY, AUNEUIL, BEAUVAIS NIVILLERS, BRETEUIL, CHAUMONT EN VEXIN, LE COUDRAY ST GERMER, CREIL, FROISSY, CREPY EN VALOIS, CREVECOEUR LE GRAND, LIANCOURT, MARSEILLE EN BEAUVAISIS, MERU, MOUY, NANTEUIL LE HAUDOUIN, NEUILLY EN THELLE, NOAILLES, GRANDVILLERS, NOYON, PONT STE MAXENCE, RESSONS SUR MATZ, RIBECOURT COMPIEGNE, ST JUST EN CHAUSSEE, SENLIS, SONGEONS, VEXIN, CHANTILLY.

Au 30 juin 2019, la Caisse Régionale Brie Picardie ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

12. Événements postérieurs au 30 juin 2019

La loi n°2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés est parue au journal officiel du 25 juillet 2019. Ce texte n'a fait l'objet d'aucune saisine et décision du Conseil constitutionnel, bien que le Ministre de l'économie ait mentionné lors des débats à l'Assemblée nationale, le 4 juillet, qu'il souhaitait que le texte soit soumis au Conseil constitutionnel.

Pour l'arrêté des comptes au 30/06/2019, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Brie Picardie a utilisé le taux 34,43% pour le calcul de l'impôt sur les sociétés en conformité avec le taux appliqué par le groupe Crédit Agricole. Ainsi, la parution ci-dessus du 25 juillet 2019 au journal officiel n'a aucune incidence sur les comptes arrêtés au 30/06/2019.

DÉCLARATION DU RESPONSABLE

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Amiens, le 30 juillet 2019

Le Directeur Général
Guillaume ROUSSEAU

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2019

Aux Sociétaires
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie
500, rue Saint Fuscien
80000 Amiens

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes consolidés intermédiaires résumés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1^{er} janvier 2019 de la nouvelle norme IFRS 16 "Contrats de location" exposé dans la note 1.1 « Normes applicables et comparabilité », dans le paragraphe « Contrats de location (IFRS 16) » de la note 1.2 « Principes et méthodes comptables » ainsi que dans la note 10 « Impacts des évolutions comptables ou autres événements ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 1^{er} août 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Jérôme-Eric GRAS

Franck BOYER

Associé

Associé



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est 500 rue Saint-Fuscien 80095 AMIENS CEDEX 3
487 625 436 RCS AMIENS - Société de courtage d'assurances immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 022 607